THEME : GRANDES PUISSANCES ET CONFLITS DANS LE MONDE DEPUIS 1945
CHAPITRE : LE PROCHE ET LE MOYEN-ORIENT, UN FOYER DE CONFLITS DEPUIS LA FIN DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE (p. 282 à 310)

I. Le Moyen-Orient : un espace de conflictualité aux enjeux multiples

A. Une région d'enjeux géostratégiques et économiques : Une position de carrefour

Le Moyen-Orient est historiquement une zone de passage entre l'Europe et l'Asie, ce qui n'a pas manqué de susciter l'intérêt des grandes puissances, notamment au XIXème siècle. Le Rôle géostratégiques des détroits et des canaux est majeur : le détroit de **Bab-el-Mandeb** entre la mer rouge et l'océan indien, le **canal de Suez** entre la mer rouge et la Méditerranée, mais aussi le **détroit d'Ormuz** entre l'océan indien et le Golfe persique (point de passage majeur pour les hydrocarbures, présence militaire notamment américaine (voir carte), sans oublier les détroits du **Bosphore** et des **Dardanelles** entre la Méditerranée et la Mer Noire.

1. Les plus importantes réserves mondiales d'hydrocarbures

L'importance des réserves pétrolières et gazières est un facteur clé de compréhension pour tout ce qui touche aux grands équilibres géopolitiques de la région. Avec près des **2/3 des réserves pétrolières** conventionnelles estimées (48%) ('or noir') et **40% des réserves gazières** connues, le Moyen-Orient est un lieu majeur de production d'hydrocarbures et couvre une part importante des besoins énergétiques mondiaux. Les premiers gisements ont été découverts en **Perse en 1908** et leur contrôle est rapidement devenu un enjeu majeur pour les grandes puissances. La pénétration américaine au Moyen-Orient va aussi se faire via le pétrole : en 1927 les américains obtiennent 23,75% de **l'Irak Petroleum Compagny** et fondent en 1944, L'ARAMCO (Arabian American Oil Company). En 1945, l'Arabie Saoudite signe le **Pacte du Quincy** avec les américains. Ces derniers s'engagent à fournir au roi Ibn Saoud une assistance militaire permanente en échange du monopole de l'ARAMCO dans l'exploitation du pétrole saoudien. Ce pacte a été renouvelé en 2005 par Georges Bush. Le pétrole est devenu le premier facteur de croissance pour l'occident. La part du Moyen-Orient dans la production mondiale augmente alors : de 17 à 30% entre 1940 et 1960, et donc aussi la dépendance des occidentaux vis-à-vis du MO. Dans le même temps les gisements sont devenus une chance et une arme pour les pays du Moyen-Orient qui disposent de cette manne. En 1960 : création de l'**OPEP** : à **Bagdad en 1960**, par les 5 principaux exportateurs d'alors : Arabie Saoudite, Irak, Iran, Koweit, Vénézuela. L'OPEP domine le marché du pétrole dans les années 70. En 1973, c'est suite à la guerre du Kippour, que le premier choc pétrolier éclate, provoqué par la hausse du prix du baril décidé par l'OPEP en représailles contre Israël et ses alliés. Depuis la diminution de la consommation des pays industrialisés qui ont pratiqué des politique d'économie d'énergie et accéléré le développement de leur programme nucléaire, mais aussi du fait de l'apparition de nouveaux grands producteurs non membres de l'OPEP, le Moyen-orient n'est plus en situation de domination totale sur le marché du pétrole.

Ainsi, plusieurs conflits régionaux ou internationaux sont directement ou indirectement liés à des enjeux pétroliers : la **guerre Iran/Irak** entre 1980 et 1988 avec la volonté de contrôle de zones pétrolifères du golfe arabo-persique, le **coup d'Etat de 1953 en Iran** soutenu par les Etats-Unis contre le **docteur Mossadegh** qui voulait nationaliser l'industrie pétrolière, et la **guerre puis** l' invasion de **l'Irak en 2003** par les EU.

2) L'eau , une richesse rare

Au Moyen-Orient le milieu est aride et la région est majoritairement en situation **de stress hydrique**. L'eau est très inégalement répartie et disputée d'autant que les besoins augmentent au fur et à mesure de la croissance démographique, de l'urbanisation et de l'essor des cultures irriguées. Les grands fleuves, rares, le Tigre et de l'Euphrate sont l'objet d'aménagements (barrages), sources de conflits, notamment entre la Turquie, la Syrie et l'Irak. Seuls les pays les plus riches (Arabie, Israël, Jordanie dans une moindre mesure), investissent dans des usines de dessalement d'eau de mer très couteuses. Le contrôle des nappes aquifères est aussi un élément clé du conflit israélo-palestinien. Une grande partie des ressources souterraines se situant en territoire palestinien.

B. Une grande diversité ethnique et culturelle

1. Une mosaïque de peuples et de religions

Le Moyen-Orient est l'espace où les confusions entre ethnie, religion, nationalité et culture prennent leur dimension la plus caricaturale. L'identification de l'arabité à l'islam en particulier est imprégnée fortement chez les occidentaux. De plus, de nombreux discours gouvernementaux font volontairement l'amalgame en décrétant leur culture arabo-musulmane. Il existe trois grandes cultures dont l'influence se fait ressentir dans la région **: perse, turque et arabe**.

* **Les peuples arabes** peuvent être définis comme des groupes sociaux ayant en commun **l'usage de la langue arabe**. (arabe = arabophone). De nombreux pays du Moyen-Orient ont l'arabe comme langue officielle ou culturelle, même si des langues locales coexistent. (par exemple le kurde en Irak). Historiquement, l'arabe aurait été le véhicule de la propagation du judaïsme puis du christianisme. C'est aussi dans cette langue que le coran aurait été prêché par la suite, favorisant l'extension rapide de l'islam. L'islamisation a rapidement écarté de nombreuses langues au profit de l'arabe. (exemple : l'araméen n'est plus parlé que dans quelques villages isolés de Syrie, ponctuellement aussi au sud-est de la Turquie, en Azerbaïdjan et en Iran). C'est donc cette langue et non la religion musulmane qui doit être le critère distinctif de l'arabité (= on peut être arabe et chrétien, juif …).
* **Le peuple turc** : il forme depuis 1923 un Etat national. Les turcs sont à l'origine des éleveurs nomades de Mongolie occidentale. Ils se sont répandus au XIème siècle en Anatolie. Le turc est une langue altaïque. La langue turque a été remodelée par Mustapha Kemal, notamment en effaçant les tournures et mots arabes et persans. L'alphabet latin s'est substitué à l'alphabet arabe. Des minorités turcophones existent : les **azeris** en Iran par exemple.
* **Les perses** : parlent le persan (**farsi**). Ils Vivent en Iran : **Eran = pays des aryens** (traduit par pays des iraniens). Le nom de Perse a été utilisé jusqu'en 1934, date à laquelle **Reza Palhavi** a demandé aux diplomates d'appeler leur pays Iran, comme les iraniens ont toujours appelé leur pays.
* **Des minorités multiples** : des minorités iraniennes sont présentes dans le Golfe arabo-persique : les **Turkmènes** en Irak et en Syrie, les **nubiens e**n Haute-Egypte. Les **kurdes** : ont une langue indo-européenne s'apparentant à l'iranien, avec alphabet arabe. Ils vivent sur un territoire, **le Kurdistan**, qui n'existe pas en tant qu'Etat (sauf un statut spécifique en Irak accordé à la suite de la guerre du Golfe), et est écartelé entre Turquie, Iran, Irak et Syrie. C'est la minorité type résultant des vicissitudes historiques du XXème siècle : en l'occurrence ici le démantèlement de l'empire ottoman et son partage entre les puissances coloniales au lendemain de la première guerre mondiale. L'identité kurde est très inégalement admise : en Irak une reconnaissance très contrôlée et entrecoupée de répressions, complètement niée en Turquie où il n'existe officiellement que des « turcs des montagnes » + forte répression.

L'islam est la religion dominante dans la région mais il existe plusieurs branches de l'islam. De plus, l'islam unifie mais n'efface pas la diversité ! A l'avènement de l'islam il existait des influences religieuses multiples (christianisme, judaïsme, polythéisme) et l'islam a admis la légitimité des religions monothéistes, en l'occurrence le judaïsme et le christianisme.

* **Les minorités non musulmanes :**

- Les minorités chrétiennes : 10M de fidèles environ, en majorité parlent arabe. **Les coptes** en Egypte : usage de la langue copte dans la liturgie, ancienne langue des pharaons. On les trouve notamment au Caire. Les **maronites** : ils sont environ 1M et vivent essentiellement au Liban ; secondairement en Syrie. Ils forment une minorité mais détiennent une grande part du pouvoir économique au Liban. Les **grecs orthodoxes** et les **grecs catholiques** au Liban et en Jordanie et en Syrie ainsi que les syriaque les araméens), Les fidèles de l'église de Mésopotamie : **orthodoxes nestoriens et chaldéens catholiques**. Ce sont les chrétiens d'Irak menacés actuellement par Daesh.
- Les **Yézidis** aujourd'hui massacrés par Daesh. Ils sont un groupe kurdophone non musulmans, de 300 000 personnes environ en Irak et pratiquent une religion à part, monothéiste et qui est un syncrétisme (un mélange) entre christianisme et islam surtout.
- Les minorités juives : environ 100000 en Egypte, en Irak, en Syrie ; 50000 au Yémen, quelques dizaines de milliers en Palestine.

* **Les islams** : dès la mort du prophète en 632 des luttes se sont engagées à propos l'orthodoxie = la bonne ligne à suivre.

- Le **sunnisme** = la diversité dans l'unité. suivent la sunna (tradition). **La sunna** = ensemble des paroles, faits et actes du prophète rapportés dans des hadiths. Ils n'estiment pas nécessaire que le calife soit de la famille de Mahomet. Ils suivent non seulement les enseignements du Coran, mais aussi ceux de la Sunna, ensemble de commentaires (**hadith**) sur le Coran et la vie du prophète. Ils considèrent que le califat revient aux dynasties victorieuses. Il est majoritaire dans les pays arabes sauf au Liban, en Irak, au Bahreïn, dans le sultanat d'Oman et au nord du Yémen. En fait il existe une grande diversité dans le sunnisme, différentes écoles : école **hanafite** qui laisse une place capitale au jugement

personnel, l'école **malékite** qui accorde une confiance absolue au consensus des savants religieux (les oulémas), l'école **chaféite** prédominante en Basse-Egypte mais aussi dans le monde indonésien et malais, l'école **hanbalite** qui est rigoriste et que certains assimilent à un intégrisme. Aujourd'hui les acteurs de la déstabilisation en Irak et en Syrie réunis dans Daesh et dans d'autres groupes djihadistes sunnites (Al Nosra ou Khorasan par ex) se réfère au wahhabisme et au salafisme, c'est-à-dire à une version fondamentaliste de l'Islam né en Arabie Saoudite (salaf = ancêtre).

- **Le chiisme** : c'est **le schisme** majeur de l'islam. Les chiites, qui dominent en Egypte au 12ème, ne reconnaissent comme califes que le descendant du gendre de Mahomet, **Ali**. Ils n'admettent que l'enseignement du Coran. Ali, cousin et gendre du prophète. Même pratiques religieuses que les sunnites mais deux points de désaccord : ils reconnaissent l'autorité religieuse d'un chef, un imam descendant du prophète et de son gendre. Selon la tradition chiite il n'est pas mort mais a été occulté et reviendra à la fin des temps. Les chiites se considèrent comme des légitimistes face aux « usurpateurs sunnites ». Le chiisme n'échappe pas aux divisions **: duodécimains, ismaéliens, zaïdites**.
- Certaines branches (sectes) issues du chiisme peuvent être considérées comme des religions à part entière : les **druzes** surtout présents au Liban et en Syrie, les **alaouites** (600000 en Syrie) dont la famille du Président en lutte contre une grande partie du pays, Bachar el Assad.

2. La présence des lieux saints des trois grands monothéismes

Les enjeux religieux restent souvent en toile de fond de rivalités territoriales. L'exemple central est celui **de Jérusalem**, ville sainte des trois monothéismes. Il faut aussi signaler la place particulière de La Mecque, haut-lieu de l'islam mais aussi de la tombe de l'iman Al Hussein ibn Ali en Irak, lieu saint pour les musulmans chiites. La liste des lieux saints au Moyen-Orient pour les trois grandes religions monothéistes est considérable : La Mecque, Médine, Bethléem, Nazareth, Antioche, Hébron …

Voir l'émission le dessous des cartes : « Jérusalem ville trois fois sainte : http://www.tagtele.com/videos/voir/7472/

C. La pression démographique et des frontières contestées

1° Le facteur démographique est aussi très important pour comprendre les tensions régionales

La population du MO est dans l'ensemble très jeune et en forte croissance, avec une **transition démographique** très rapide dans tous les Etats de la région (sauf Liban). Cela pose notamment la question des formes du développement économique et de la pression sur les ressources naturelles, notamment l'eau. Le Moyen-Orient est une région du monde qui enregistre un accroissement démographique des plus élevés dans le monde. Par exemple, la population arabe croît à un taux annuel moyen de 3 %, ce qui place le monde arabe parmi les pays ayant le taux de croissance démographique le plus élevé de la planète. En effet, mis à part le Liban, **la transition démographique** n'est pas encore achevée au Moyen-Orient. Ainsi la population arabe du Moyen-Orient devrait atteindre 279,8 millions en l'an 2025. Des raisons religieuses, politiques, familiales et sociales, ancrées depuis des siècles, expliquent cette croissance démographique effrénée. En effet, certains pays en voie de développement trouvent dans la croissance démographique une arme stratégique de première importance : plus on est nombreux, plus on est puissant (exemple des Palestiniens). D'ailleurs, il existe une opinion assez répandue au Moyen-Orient - amplifiée par les groupes fanatiques musulmans - qui rejette toute idée de planning familial comme faisant partie d'un complot international ourdi par les grandes puissances pour affaiblir l'Islam. Les gouvernements ont fait savoir qu'ils voulaient s'attaquer aux problèmes démographiques, mais peu se sont montrés prêts à prendre des mesures radicales, de crainte de heurter les populations en paraissant transgresser les normes sociales traditionnelles. La population du Moyen-Orient est une population très jeune. En effet, la tranche de population de **moins de 15 ans représente près de 50 % de la population totale** en 1987. En Arabie saoudite, par exemple, le taux de fécondité reste supérieur à cinq naissances par femme et, à en juger par des données non officielles, au rythme actuel, les moins de 17 ans représenteront 60 % de la population en 2010. A cause de l'extrême jeunesse de la population, les divers pays de la région trouvent dans cette force une veine inépuisable en ressource humaine mobilisable en temps de guerre. Ainsi, le nombre de libanais susceptibles d'être appelés au service militaire pour les hommes nés entre 1965 et 1975, s'élève à près de 300 000 jeunes, alors que l'armée libanaise ne dépasse pas les 45 000 hommes. De même, dans son effort pour atteindre une parité stratégique avec Israël, les effectifs de l'armée syrienne passèrent de 290 000 en 1978 à plus de 400 000 en 1986.

2° Des frontières contestées

Le démantèlement de l'Empire Ottoman après la Première Guerre mondiale en vertu **du Traité de Sèvres** a imposé des frontières décidées par les puissances étrangères et ont donc été contestées. La France et la Grande Bretagne ont obtenu **des mandats de la SDN** : la France au Liban et en Syrie, la Grande Bretagne en Irak et en Palestine. Tout cela a provoqué des conflits

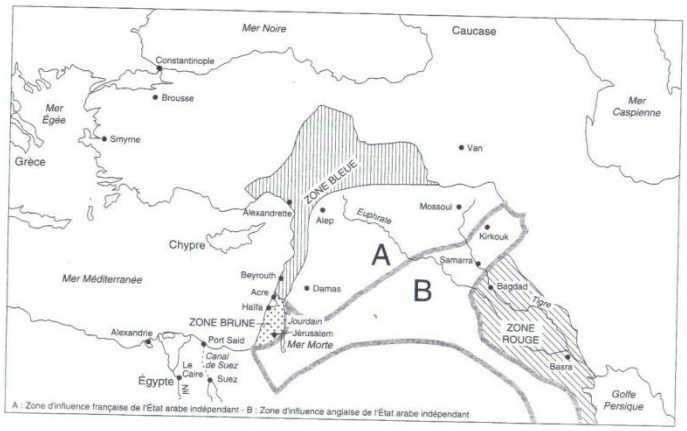
ultérieurs entre l'Iran et l'Irak, le Koweit, la Syrie et le Liban. Le conflit majeur résulte de la partition de la Palestine en 1947, selon un plan de partage décidé par l'ONU qui permet la naissance de l'Etat d'Israël en 1948 sur des terres autrefois occupées par des Palestiniens (voir plus loin dans le cours).

II. Le Moyen-Orient de la fin de la Première Guerre mondiale à 1979

A. La fin de la présence européenne

1. Avant la seconde guerre mondiale

La région est marquée par les luttes d'influence entre français et britanniques. Au XIXème siècle déjà, l'unité formée par **l'Empire Ottoman** a été mise à mal par les conquêtes coloniales : les anglais se sont installés à Aden dès 1839, puis dans d'autres émirats. Dès la première guerre mondiale ensuite, les français, les britanniques et les russes se disputent le contrôle de la région. Les accords antérieurs à la guerre (convention anglo-russe de 1907, accords anglos-ottomans en 1913-1914) et pendant la guerre (accords secrets) permettent aux 3 puissances de se partager le gâteau ottoman. Ces partages sont à l'origine de la configuration géopolitique actuelle de la région**. L'accord Sykes-Picot de 1916** est le plus déterminant, en fixant des mandats et des zones d'influence. La Grande-Bretagne a été la principale bénéficiaire de ces accords.



Les accords Sykes-Picot – mai 1916.

Les accords Accords Sykes-Picot : Ce sont des accords secrets conclus en 1916 entre la France et la GB, puis ratifiés par la Russie, **en vue du partage de l'Empire ottoman**. La Palestine devait être internationalisée. La péninsule arabique deviendrait indépendante. Pour les britannique le but était de faire de cette région **un dominion**.

Citation de Mark Sykes : « Mon ambition est que les arabes soient notre premier dominion, et non notre dernière colonie, à peau bronzée. Les arabes réagissent contre vous si vous essayez de les mener, et ils sont aussi tenaces que les juifs, mais on peut les conduire partout sans user de force si c'est théoriquement bras-dessus bras-dessous »

Néanmoins ces accords n'entreront que partiellement en vigueur, en particulier avec la révolution russe et la dénonciation de ces engagements par les révolutionnaires soviétiques. Au nord les nationalistes turcs menés par **Mustapha Kemal** fonderont la Turquie moderne. Par la suite d'autres accords vont être passés durant l'entre-deux guerres : ex : la conférence de San Remo et le traité de Sèvres en 1920, qui sera ratifié par la société des nations en 1922 (cf cours de l'année dernière).

Au même moment les anglais vont tenter d'assurer leurs arrières en Palestine avec la **Déclaration Balfour en 1917** = une politique ambiguë des anglais. Nom donné à la lettre du 2 novembre 1917, du ministre des affaires étrangères britanniques Lord Arthur James Balfour : « Le gouvernement de sa majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ». En plein conflit mondial la GB veut améliorer ses positions en se conciliant le **mouvement sioniste** qui ne cesse de prendre du poids (rappel, fondé à la fin du 19ème siècle, par **Théodor Herzl** journaliste autrichien qui couvrait « l'affaire Dreyfus » et qui a développé l'idée que les Juifs devaient fonder leur propre Etat près de la colline de Sion au-dessus de Jérusalem). La Grande-Bretagne redoute alors l'emprise sur la Palestine de la France et veut sécuriser son système colonial. La Grande-Bretagne n'a donc pas agit par sympathie à l'égard des juifs mais pour défendre ses intérêts au Moyen-Orient.

2 ° La relève américaine au Moyen-Orient

Dès les années 1920, la région subit l'hégémonie américaine sur le pétrole : Les **majors** américaines témoignent de l'écrasante puissance américaine. Elles **dominent le marché mondial, fixent les règles et les prix du baril de pétrole.** La clé de

l'approvisionnement du pétrole se trouve dans le Golfe persique (Koweït, Arabie Saoudite, Barhein, Qatar, Emirats Arabes Unis et Oman) où se concentrent 66% des réserves mondiales prouvées. Les Américains sont implantés dans la région depuis 1924-26. Avant la 2e Guerre mondiale les américains découvrent les gisements de pétrole du Koweït et de l'Arabie Saoudite. Au Moyen-Orient comme ailleurs, la puissance des Etats-Unis supplante celle de l'Europe et ces derniers s'imposent dans la région éclipsant la Grande-Bretagne. Ils s'appuient sur plusieurs alliés : l'Arabie Saoudite avec qui ils signent **le pacte du Quincy** (voir plus haut) et les économies occidentales sont de plus en plus dépendantes du pétrole moyen-oriental, mais aussi sur la Turquie qui entre dans **l'OTAN** en 1952. En outre, **le Pacte de Bagdad**, signé en 1955 par l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran et le Royaume-Uni et les Etats-Unis s'inscrit dans la politique d'endiguement contre l'URSS dans la guerre froide. En Iran, le régime du **Shah Mohamed Reza Pahlavi** est aussi un allié des américains. En Egypte en revanche, le colonel **Gamal Abdel Nasser** qui a pris le pouvoir en 1952, prend la tête du **panarabisme** et se heurte aux intérêts occidentaux lors de la nationalisation du Canal de Suez qui provoque une crise majeure en 1956

3 ° La crise de Suez

Nasser à la tête de l'Etat égyptien est confronté à la nécessité de faire construire un barrage à Assouan pour réguler les crues dévastatrices du Nil. Il s'était d'abord tourné vers les occidentaux qui avaient refusé de le financer, aussi décida-t-il de nationaliser le Canal de Suez exploité par une compagnie franco-britannique qui percevait les droits de péage. En signe de représailles les français et les anglais avaient secrètement mis au point une expédition militaire avec la complicité d'Israël. Il s'agissait de provoquer des mouvements de troupes dans le Sinaï en octobre 1956 pour donner aux franco-britanniques le prétexte d'intervenir au prétexte que leurs intérêts sont menacés par des troubles en Egypte. Il s'agissait aussi pour la France, de porter un coup au Rais, à Nasser, champion du **panarabisme** qui soutenait efficacement le **FLN** en pleine guerre d'Algérie. Cependant, dans ce contexte de guerre froide, les Etats-Unis et l'URSS ont imposé le retrait des troupes franco-anglaises et évincé définitivement les deux puissances européennes de la région tout en offrant un succès politique au leader charismatique du monde arabe et au-delà, du **Tiers monde et des non alignés**, dans un contexte de décolonisation.

3° Le Moyen-Orient entre Est et Ouest

On le voit bien, toute la région est en réalité sous l'influence rivale des Etats-Unis et de l'URSS qui cherchent des alliés, le contrôle des réserves énergétiques et de points de passages stratégiques. Les Etats-Unis ont soutenu systématiquement les pays où leurs compagnies pétrolières exploitent les puits : l'Arabie Saoudite, la Turquie, ceux qui ont signé des accords dans le cadre **du containment** : l'Irak et l'Iran, et Israël. L'URSS, de son côté, s'appuyait sur l'Egypte de Nasser qu'elle équipe militairement et qu'elle aide financièrement, puis dans les années 1970, l'Irak et la Syrie(dirigés par le **parti Baas**, (résurrection en arabe) , à la fois nationaliste et socialiste), puis soutient les Palestiniens après avoir soutenu la naissance d'Israël. On le voit ces politiques sont parfois contradictoires et fluctuantes et les régimes arabes jouent aussi de ces alliances comme d'un levier.

B. L'intensification du conflit israélo-arabe

extraits site tv « juifs et musulmans, si loin, si proches :
http://www.lesite.tv/videotheque/1037.0000.00-juifs-et-musulmans-si-loin-si-proches

1° retour (rapide) sur les origines du conflit

En 1945, la fin de la Seconde Guerre mondiale et la découverte du Génocide juif remet en débat la nécessité pour la diaspora juive d'accéder à un Etat. Cette attente forte avait été développée par le **mouvement sioniste** et la Palestine, alors sous mandat britannique après le démantèlement de l'Empire Ottoman, terre promise de la Bible était souhaitée. En **1947, le plan de partage de l'ONU** prévoit deux entités distinctes en Palestine et **le 15 mai 1948,** David **Ben Gourion**, premier ministre annonce la naissance d'Israël. Aussitôt, les pays voisins de **la Ligue arabe** (Syrie, Jordanie, Egypte attaquent Israël. **Tsahal,** l'armée israélienne très équipée (d'armes tchèques notamment) et très entraînée, riposte et met en échec les armées arabes et en agrandissant son territoire, provoquant le départ de 800 000 palestiniens qui se réfugient à Gaza, en CisJordanie et au Liban. C'est ce que les Palestiniens appellent la **Nakba** (la catastrophe), qui fait d'eux à leur tour une diaspora sans Etat.

2° La guerre des 6 jours : un tournant

En 1967, une seconde guerre israélo-arabe intervient suite à la décision de Nasser de fermer le détroit de Tiran (entre le Sinaï et l'Arabie, sur la mer rouge) aux Israéliens. Israël riposte par des attaques qui clouent au sol les avions arabes et lui permettent d'occuper le Golan, la Cis-Jordanie (dont Jérusalem est (arabe), la bande de Gaza et le Sinai. Les palestiniens sont donc un peuple occupé même si l'ONU vote **la résolution242** qui exige la restitution des territoires par Israël. Cette guerre est une défaite pour

le monde arabe, pour Nasser, et elle est symboliquement très forte pour les Palestiniens qui perdent Jérusalem-est. 300000 d'entre eux se réfugient à nouveau dans les pays voisins et leur position se radicalisent.

3° le développement d'un terrorisme palestinien

Face à l'absence de solution militaire classique, un certain nombre de palestiniens a fait le choix de la lutte armée et de l'action terroriste contre Israël et ses alliés. En 1969, **le Fatah** de Yasser Arafat prend le contrôle de **l'OLP** (organisation de libération de la Palestine) fondée en 1964. Il s'agit d'un mouvement qui prône la destruction de « l'entité sioniste ». Ils organisent des détournements d'avion, et l'attentat aux **Jeux Olympiques de Munich** en 1972, contre la délégation d'athlètes israéliens. En 1970, le roi Hussein de Jordanie avaient chassé l'OLP de son pays pour éviter la formation d'un Etat dans l'Etat et améliorer ses relations avec Israël. C'est **« septembre noir »** qui conduit des milliers de palestiniens à trouver asile au Liban.
http://www.ina.fr/video/I04071184 sur Munich

C . Nationalisme arabe et rivalités est-ouest

1° Nassérisme, panarabisme et tiers-mondisme

Gamal Abdel Nasser était un militaire de formation qui a participé au coup d'Etat de 1952 qui a renversé le roi **Farouk** qui lui a permis de devenir Président de la République égyptienne en 1956. Celui que l'on appelle le **« Rais »** incarne une solidarité arabe, **le panarabisme** qui se manifeste dans sa participation à **la Conférence de Bandoung en avril 1955**, au travers les distances qu'il prend avec l'Occident, au soutien apporté notamment aux algériens qui luttent contre la colonisation française et surtout au leadership qu'il occupe dans le combat contre Israël lors des guerres de 1956 (crise de Suez), 1967 et 1973. En matière de politique intérieure Nasser, qui s'est rapproché de l'URSS, nationalise une grande partie du secteur privé, adopte une réforme agraire et adopte une Charte nationale, clairement socialiste. Il a entrepris un indéniable effort de développement économique, avec succès et tente de préserver son indépendance à l'égard des deux grands. Il combat aussi fortement à son arrivée l'islamisme égyptien traditionnel organisé dans la confrérie des **Frères Musulmans** fondée par **Hassan Al-Banna** dissoute par Nasser en 1954. Ceux-ci vont se radicaliser pendant cette période de répression surtout en adoptant les thèses de **Sayyid Qotb** qui impose une « théorie de la violence » et tente même un attentat, raté, contre Nasser. Grâce à son soutien à Nasser qui se matérialise par des livraisons d'armes et des conseillers techniques surtout, l'URSS veut apparaître comme le champion des pays arabes, en Egypte et aussi au Yémen. Ce contexte d'affrontement idéologique entre les deux grands est compris par les pays de la **Ligue arabe** qui cherchent à l'utiliser pour faire pression sur Israël. Ce sera notamment le cas, lors de la guerre de 1973, la **guerre du Kippour.**

2° la guerre du Kippour

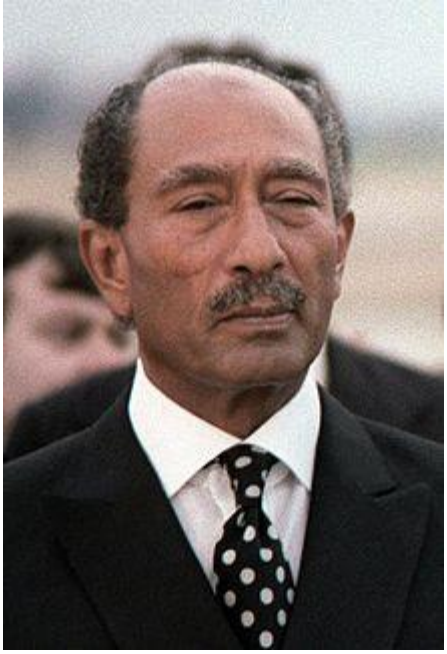
C'est le 4ème conflit entre Israël et ses voisins arabes lors de laquelle, pour la première fois, les troupes égyptiennes et syriennes ont réussi une avancée temporaire dans les lignes israéliennes, profitant de l'effet de surprise provoqué par l'attaque pendant les fêtes du **Yom Kippour** (fête juive du Grand Pardon) le 6 octobre 1973. L'Egypte et son nouveau président **Anouar el Sadate** qui souhaitaient récupérer les territoires perdus en 1967 pensaient que seuls les Etats-Unis étaient en mesure d'amener Israël à négocier et pensait qu'une nouvelle guerre, menaçant les intérêts économiques et pétroliers des grandes puissances, pouvait les pousser à exercer des pressions sur l'Etat hébreu. La contre-offensive israélienne a été très forte. Les Soviétiques ont menacé d'envoyer leurs troupes, l'ONU a voté une résolution (338) mais le cessez-le feu a du être imposé par les américains et il débouche sur un statu quo. Les pays de l'**OPEP** décidèrent alors de réduire leur production pétrolière jusqu'à la restitution des territoires occupés, ce qui provoqua le 1er choc pétrolier.

3° la région sous l'influence rivale des 2 grands

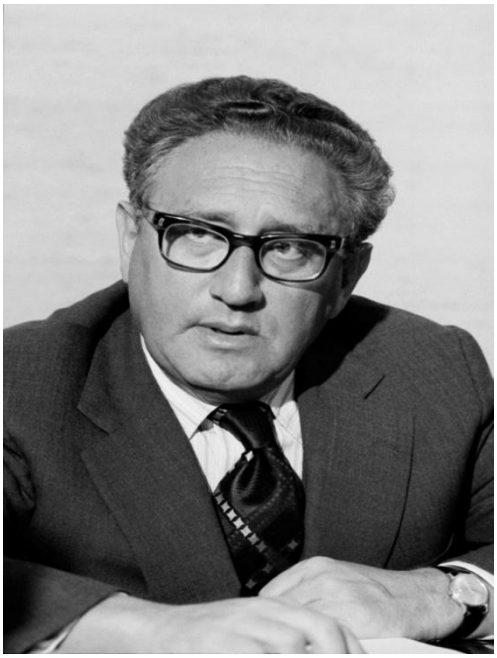
Après la guerre du Kippour, la preuve est faire que les deux grands, bien que soutenant des pays différents, ont des intérêts communs qui les conduisent à ne pas souhaiter une déstabilisation trop forte dans la région. En pleine détente, ils sont intervenus pour stopper l'escalade pendant la guerre du Kippour et les Etats-Unis vont profiter du départ de **Nasser e**n 1970 et de l'arrivée **de Anouar el Sadate** pour s'engager avec lui dans la « politique **des petits pas** », souhaitée par **Henry Kissinger (secrétaire d'Etat de Richard Nixon)**. Ils obtinrent des retraits partiels de **Tsahal** du Sinaï et Sadate, qui doit faire face à une crise économique et un énorme mécontentement populaire décide de se rendre à Jérusalem en **novembre 1977.** Il y prononce un **discours à la Knesset** (parlement israélien) et entame le processus de paix qui aboutira à la signature **des accords de Camp David (aux Etats-Unis)** (**p.123)** et à la paix séparée avec Israël. https://www.youtube.com/watch?v=Y4T_UEtYL-4

L'Egypte se coupe ainsi d'une grande partie du monde arabe mais bénéficie d'une aide économique massive des Etats-Unis dont il devient un allié, tournant le dos à l'URSS. Anouar el Sadate entame parallèlement une lutte à l'intérieur contre la gauche égyptienne en s'appuyant sur les Frères musulmans largement amnistiés. La situation confessionnelle et politique du pays est très tendue entre musulmans et coptes, entre laïcs et islamistes, entre partisans du pouvoir et communistes, libéraux, nationalistes. **Le 6 octobre 1981** au cours d'un défilé qui célèbre la « victoire » de 1973, un commando armé de 4 hommes se réclamant d'un groupe islamiste clandestin ayant des ramifications dans l'armée, **Takfir wal Hijra** (« repentir et retraite ») assassine Anouar el Sadate. Ses funérailles se sont faites en présence de nombreux gouvernants occidentaux mais pas d'arabes et peu d'égyptiens. http://www.ina.fr/video/CAG08006292

Nasser



Sadate



Kissinger

III. Le Moyen-Orient dans les relations internationales depuis 1979

A. Echec du nationalisme et essor de l'islamisme

1° L'échec du nationalisme arabe

Le **nassérisme et le baasisme** étaient les deux courants les plus importants du **panarabisme et du nationalisme arabe.** Cela représentait des mouvements de gauche, anti-impérialiste, laics, avec, à l'origine, un projet de développement social pour leur pays (En Egypte, en Syrie, moins en Irak). Ils ont combattu les partis islamistes qui ont été longtemps marginalisés. A la fin des années 1970 et au début des années 1980 ces pays ont été touchés par des crises sociales, la corruption des élites, le népotisme, la confessionnalisation du pouvoir (ex des **Alaouites** chiites en Syrie (Hafez el Assad) ou la sunnitisation au contraire sous Saddam Hussein en Irak) et le modèle socialiste décline devant l'essor du libéralisme. Ces régimes sont perdants dans le conflit avec Israël et sont coupés à l'intérieur de leur base sociale. La gauche s'efface au Moyen-Orient au profit des organisations islamistes. « **Le mur de Berlin est tombé 10 ans plus tôt** » au Moyen-Orient (Hamit Bozarslan EHESS), et en 1979, la révolution iranienne d'une part ainsi que la guerre d'Afghanistan d'autre part, vont permettre à l'islam politique de devenir un acteur majeur de la région.

2° La montée de l'islamisme

L'islam politique est apparu dans les années 1920 en Egypte avec **les Frères musulmans** dont le slogan était « le Coran est notre constitution », et il a pour objectif de faire de l'Islam la référence essentielle dans tous les domaines de la vie politique et sociale.

Cet essor s'explique par :

- la contestation des grandes orientations des dirigeants du Moyen Orient à savoir : les accords de paix séparés avec Israël, les alliances avec les Etats-Unis,
- les échecs économiques : fort taux de chômage et impasse sociale pour des jeunes de plus en plus éduqués et urbains
- l'autoritarisme et l'absence de démocratie, les fraudes électorales, le rejet de l'occidentalisation des mœurs
- Le très fort enracinement social réussi par les mouvements islamistes qui organisent des réseaux d'entraide, des écoles, des dispensaires et qui apparaissent aux populations comme les garants d'une éthique et une morale face à des régimes corrompus et déconnectés des souffrances populaires.

Cet essor a pris plusieurs formes :

- **La réislamisation par le haut** : c'est celle qui passe par un certain nombre de concessions faites aux islamistes par les gouvernements en place pour se les concilier contre une opposition de gauche « la ceinture verte contre le communisme ».

  Des exemples : en 1980 en Egypte ou l'article 2 de la Constitution établit que « les principes de la **Charia** (loi islamique) sont la source principale de la législation ». Ainsi, Anouar el Sadate a accordé une certaine liberté aux Frères musulmans dans les années 1970, pour lutter contre la contestation marxiste. Il a cependant été assassiné par un extrémiste en 1981. Ce faut aussi le cas de Saddam Hussein, chef du parti laïc Baas qui fit inscrire au centre du drapeau irakien « Dieu est grand » pendant la guerre du Golfe afin d'obtenir le soutien des islamistes. Par ailleurs, certains pays, comme l'Egypte ont favorisé une réislamisation du droit et les diplômés de théologie ont été de plus en plus nombreux sur le marché de l'emploi

- **La réislamisation par le bas** : elle s'est manifestée par un retour à une pratique religieuse plus traditionnelle et plus conservatrice attestée par la multiplication des constructions de mosquées (près de 1000 auraient été construites à Bagdad entre 1991 et 2001), la multiplication des medersas (écoles coraniques), la généralisation du port du voile et de la barbe. Le Parlement Turc a adopté un amendement constitutionnel pour autoriser les filles qui le souhaitaient à pouvoir porter le voile interdit par le régime laïc ,depuis Atatürk.

En fait, Tout au long du 20ème siècle, les attitudes ont été variables de la part des gouvernements à l'égard des mouvements islamistes.

- Dès 1945, les Frères musulmans jordaniens ont bénéficié d'une reconnaissance officielle de la part de la monarchie
- En Egypte, les dirigeants ont alterné entre tolérance et répression. Au début des années 2000, les Frères musulmans se trouvaient toujours dans l'impossibilité de participer légalement à la vie politique et devaient se présenter en tant que candidats indépendants pour participer à des scrutins législatifs. Cependant, ils ont remporté 88 sièges au Parlement en 2005.
- En Syrie, Hafez el Assad (qui dirigea le pays entre 1970 et 2000) s'est confronté directement aux Frères musulmans en les condamnant à mort et en réprimant très violemment le soulèvement de la ville de Hama (soutenu par les Frères musulmans) en 1982 (entre 20000 et 50000 morts)

Trois conceptions de l'islamisme s'opposent au Moyen-Orient depuis la révolution iranienne de 1979.

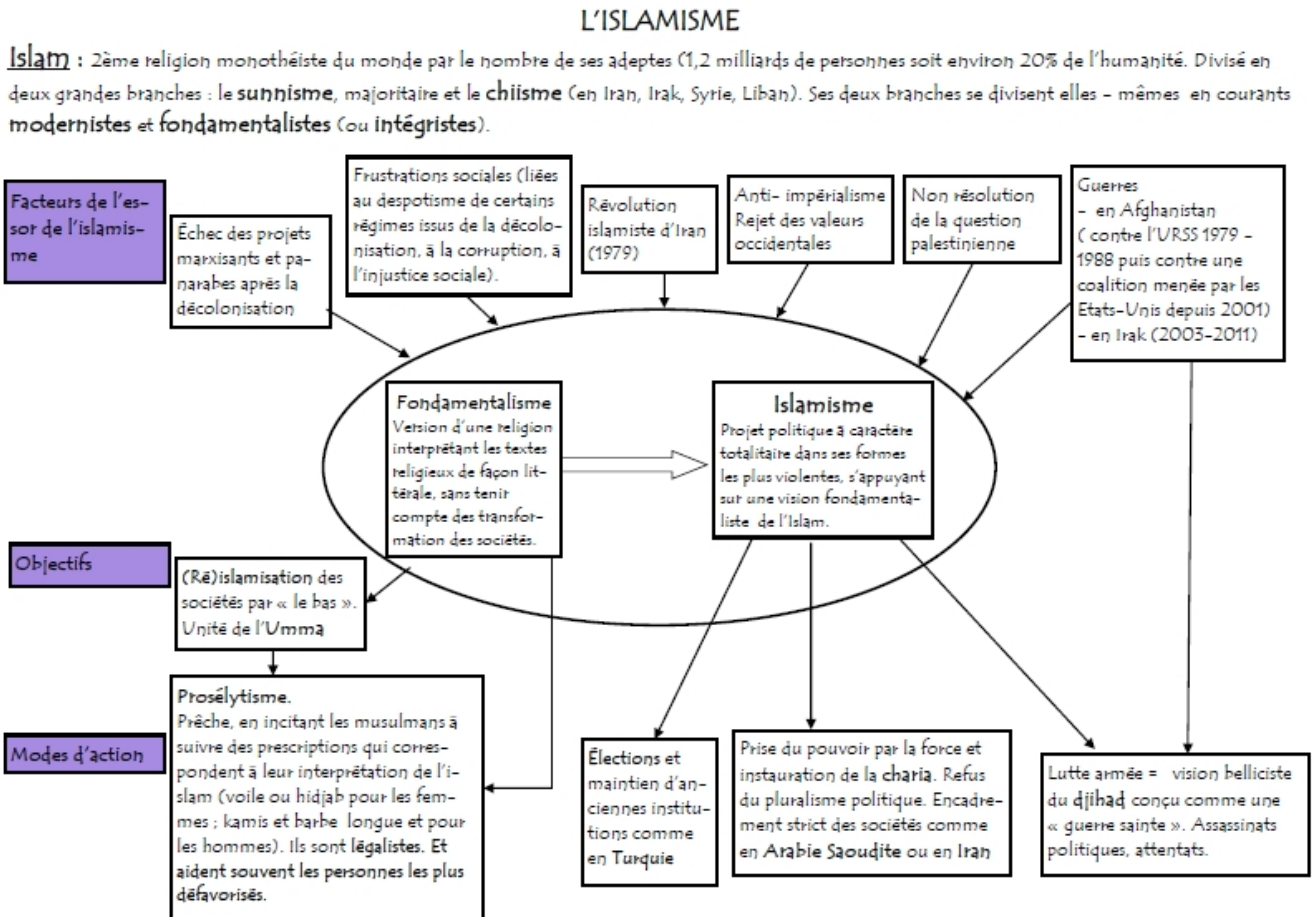
- Un islamisme révolutionnaire porté par le régime iranien porteur d'un projet social et dirigé par un clergé chiite.
- Un islamisme nationaliste qui se concentre sur une nation : le **Hamas palestinien et le Hezbollah** (shiite) libanais
- Un islamisme conservateur porté par l'Arabie Saoudite qui s'appuie sur le **wahhabisme,** (lecture très fondamentaliste de l'islam, qui prône un retour à la tradition : **le salafisme**), et encouragé par les Etats-Unis inquiets de la puissance iranienne et allié de l'Arabie Saoudite. Ainsi cette rivalité se superpose à une concurrence entre deux puissances régionales (Arabie Saoudite et Iran) et à deux courants de l'islam (**Sunnisme et shiisme**).

Où en est-on aujourd'hui ?

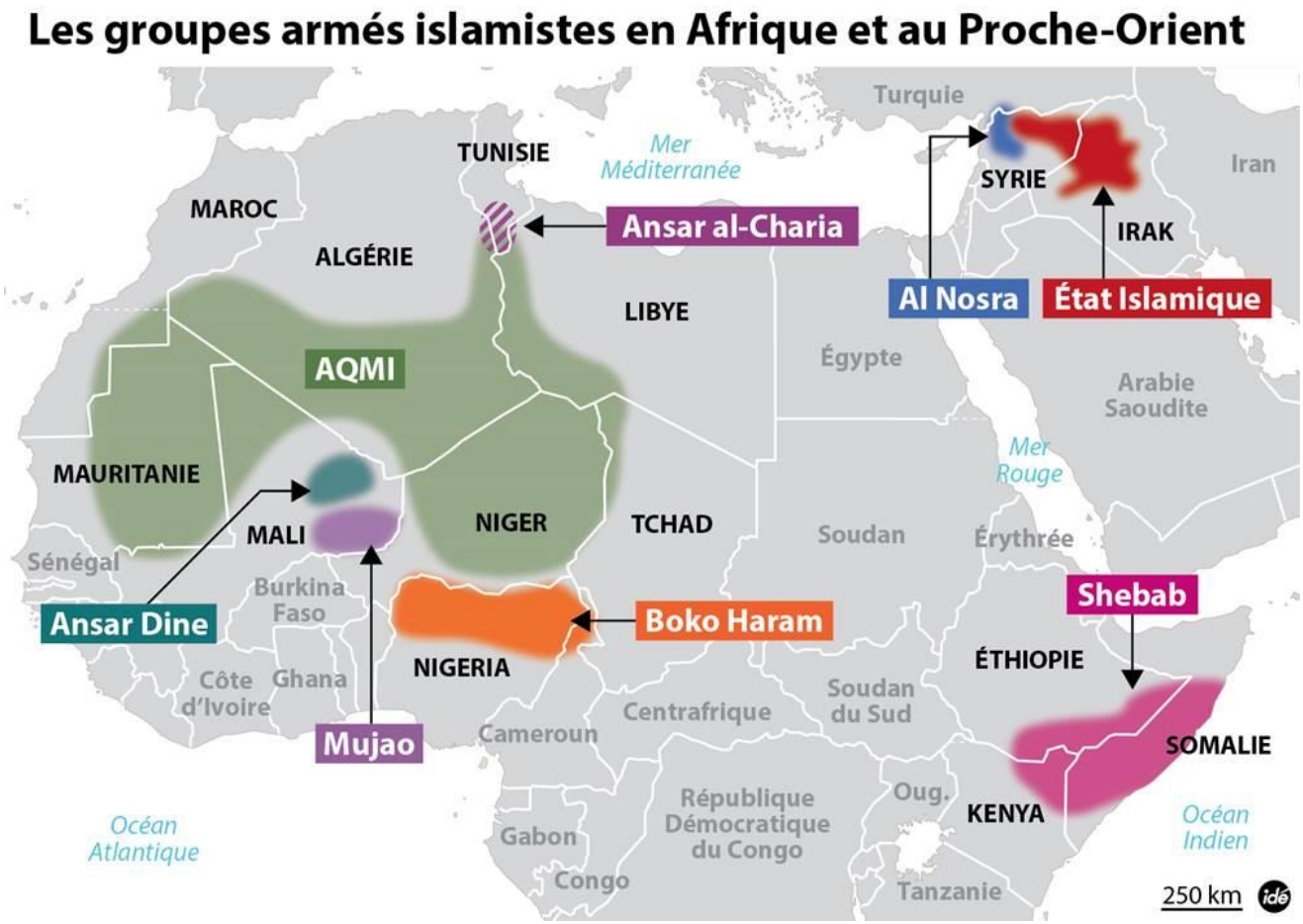
- Dans un certain nombre d'Etats les mouvements islamistes s'intègrent à la vie politique et aux institutions. C'est le cas de **l'AKP turc** (Parti de la justice et du développement) , qui est arrivé au pouvoir en 2002 et qui est un parti islamiste modéré dirigé par **Recep Tayyip Erdogan** , reconduit en 2007 et 2011. La Turquie a poursuivi une politique libérale, souhaite intégrer l'UE (et a donné des gages de sa nature « démocratique » pour cela comme l'abolition de la peine de

mort en 2004 par exemple), et a ouvert son espace aérien et ses bases militaires à l'OTAN durant la guerre d'Irak et continue de le faire aujourd'hui pour la coalition pour les vols de ravitaillement. Toutefois, Recep Tayyip Erdogan, élu Président en 2014 développe un discours de plus en plus radical, conservateur et autoritaire, sans sortir toutefois de l'alliance avec les puissances occidentales (voir CR de la conférence de Didier Billion, sur la Turquie en 2015, le blog)

- Les **Frères musulmans égyptiens** qui compteraient environ 100000 adhérents ont été au pouvoir avec M **Morsi**, élu président égyptien en juin 2012, suite au renversement de H Moubarak lors du printemps arabe à l'origine duquel ils n'étaient pourtant pas. Ils ont toutefois été renversés par les militaires en juillet 2013, des milliers de frères musulmans ont été exécutés et **le maréchal Sissi** est le nouveau président égyptien depuis juin 2014.
- Ailleurs des mouvements islamistes sont toujours liés à un combat « nationaliste » : c'est le cas du **Hamas** dont la légitimité s'est forgée dans les territoires palestiniens et qui gouverne Gaza, et du **Hezbollah**, chiite, qui participe au pouvoir au Liban et qui incarne la résistance à Israël et qui lutte en Syrie au côté de Bachar el Assad contre les djihadistes et la résistance civile.



Il faudrait rajouter à ce schéma



B. De nouvelles conflictualités après la guerre froide

1° la Guerre du Golfe

La guerre entre l'Iran et l'Irak a duré de **1980 à 1988** et elle s'explique par la volonté de contrôler les zones frontalières du **Chott el Arab** et du **Khûzistân** où sont implantées des compagnies des pétrolières des deux pays. En outre, les deux pays se disputent aussi le statut de puissance régionale et une opposition classique sunnites/shiites. Ce fut une guerre terrible, meurtrière, qui laissa les deux pays exsangues. Saddam Hussein soutenu contre l'Iran par les occidentaux, en profita pour exterminer des **populations kurdes** et une fois la guerre terminée demanda à l'**OPEP** (donc aux saoudiens notamment, liés aux américains), la possibilité d'augmenter la production de pétrole pour redresser son économie. Le refus de ces derniers le poussa à envahir le **Koweit** en aout 1990, ce qui déclencha la **Guerre du Golfe**. Une coalition menée au nom de l'ONU par les Etats-Unis à laquelle participent de nombreux Etats Arabes au nom de la défense de souveraineté d'un pays, écrasa rapidement l'Irak avec l'opération **« tempête du désert »** (3 semaines de combat) , et les Etats-Unis ont décidé un **embargo** sur l'Irak de Saddam Hussein, qui d'allié, est devenu un ennemi principal. Ce dernier a massacré durant cette guerre Kurdes et shiites révoltés contre lui. Les américains de leur côté ont renforcé leur présence en Arabie Saoudite, ce que dénoncent des islamistes radicaux, regroupés autour du saoudien **Ben Laden** et de son réseau **Al Qaida (la base**) qui opèrent depuis l'Afghanistan. En effet, après le départ des soviétiques en 1989, le régime **des talibans** (fondamentalistes musulmans), est au pouvoir depuis 1996 et constitue un sanctuaire de radicalisation et de formation au **djihâd** pour des islamistes du monde entier.

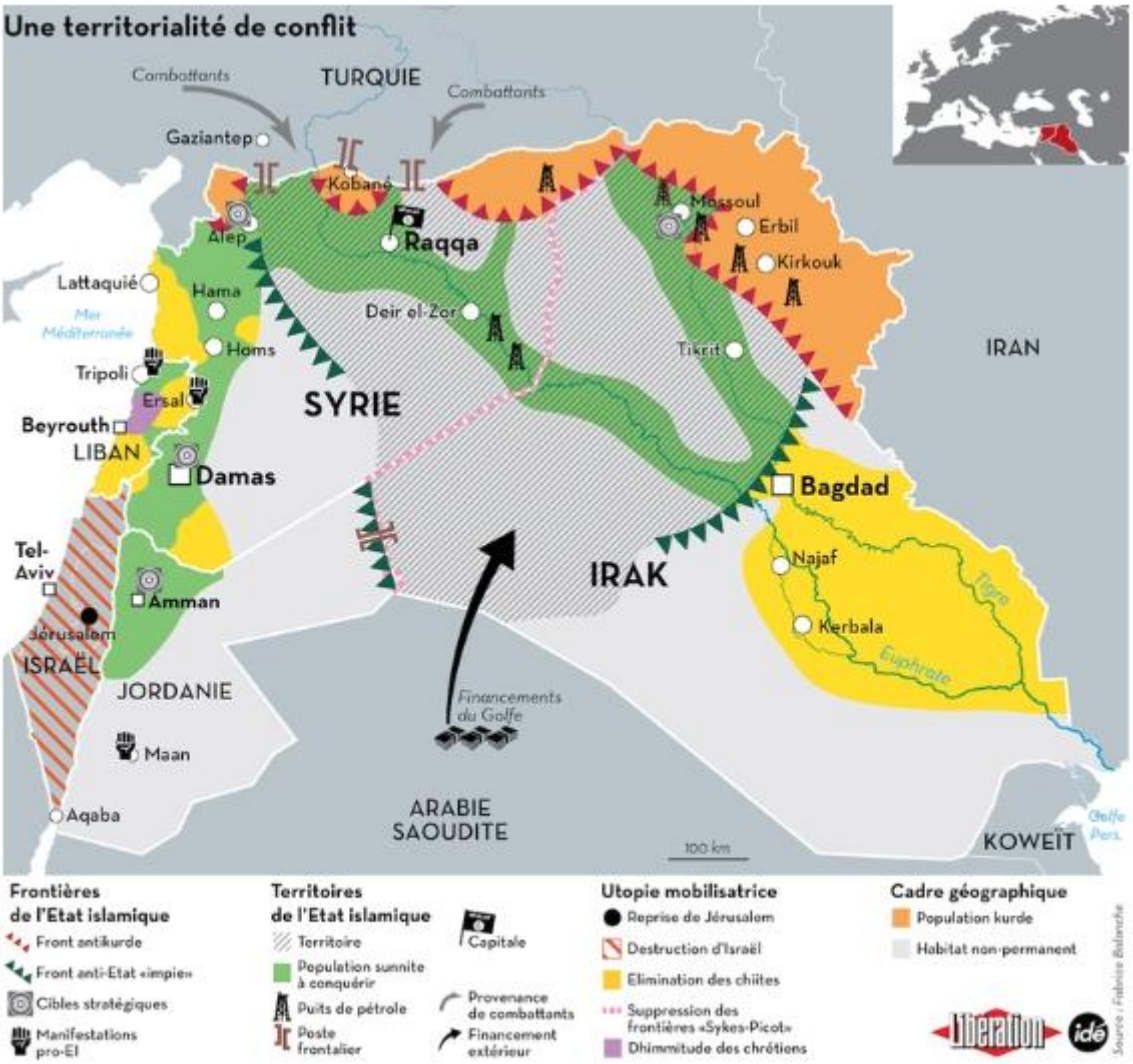
2° la lutte contre le terrorisme

Après le **11 septembre 2001**, le moyen-orient apparaît comme le foyer du terrorisme et des troupes américaines épaulées par des contingents de soldats occidentaux sont envoyées en Afghanistan où elles chassent les talibans du pouvoir sans que l'administration de G Bush parvienne à capturer Ben Laden. Ce dernier, caché au Pakistan sera exécuté en mai 2011 par un commando américain sur ordre de Barack Obama. Voir l'excellent film de Kathryn Bigelo « Zero dark thirty » https://www.youtube.com/watch?v=A-s7wo5L_RM

C. Le Moyen-Orient : point chaud du globe au XXIème siècle ?

1° la deuxième guerre d'Irak

En 2003, sans l'aval de l'ONU l'administration néo-conservatrice de Bush dans sa logique de « croisade contre les **rogues states** », décide, **de façon unilatérale et préventive** d'intervenir militairement en Irak et accuse Saddam Hussein de soutenir le terrorisme et de fabriquer des armes de destruction massive. Ce dernier est condamné à mort pour crime contre l'humanité et pendu le 30 décembre 2006. Les américains prennent pied en Irak officiellement pour restaurer la démocratie mais ils poursuivent l'objectif d'établir un vaste « protectorat » qui irait de l'Irak jusqu'en Arabie Saoudite et leur permettrait de contrôler la région et la majeure partie des ressources pétrolières. La chute du régime irakien a fait place à des affrontements sanglants entre communautés et le départ des troupes occidentales d'Afghanistan et d'Irak, à partir de 2011 laisse la région en proie à des désordres violents aggravés par la crise syrienne et l'apparition d'un nouvel acteur djihadiste, issu d'Al Qaida, qui a déclaré la naissance **d'un califat** en Irak et au Levant : **l'Etat islamique ou Daesh** (acronyme signifiant ad-Dawla al-Islāmiyya fi al-ʿIrāq wa-š-Šhām (والـ شام الـ عراق فـ ي الا سـلام ية الـ دولـ ة). (ou **EIIL** (l'état islamique en Irak et au levant), ou encore appelé **ISIS** en anglais, qui a pris le contrôle d'une partie de l'Irak et de la Syrie. Ces derniers bénéficient de financement des pays du golfe notamment mais ont aussi mis la main sur des réserves pétrolières en Irak et en Syrie et sur des armes américaines, ce qui leur donne une puissance considérable. Leurs troupes sont alimentées par des arrivées de djihadistes du monde entier séduit par le discours internationaliste.



L'expansion de l'Etat islamique au 2 octobre 2014. Une carte réalisée dans le cadre du Libé des Géographes. (Infographie Idé pour Libération)

2° les soubresauts du « printemps arabe »

Un vaste mouvement de protestation est parti du Maghreb (de Tunisie puis d'Egypte) en décembre 2010 et s'est propagé au Moyen-Orient au printemps 2011. La Syrie a connu de très grandes manifestations démocratiques, civiles contre le régime

dictatorial de Bachar el Assad, avant de devenir le théâtre de combattants islamistes venus de toute la région et de multiples forces politiques. Désormais les **salafistes djihadistes** (le front **al Nosra** (pour la victoire du peuple du levant), de **Daesh** , de **Khorassan** et **d'Al Qaida** tentent de renverser le régime soutenu par l'Iran et le Hezbollah libanais. Le combat des résistants syriens pour la démocratie (Armée syrienne libre) est débordé par la lutte de pouvoir entre les sunnites radicaux salafistes soutenus par les saoudiens, les qataris, notamment et les iraniens qui soutiennent le régime de Damas. Les kurdes turcs et syriens combattent également l'Etat islamique et le Liban est fragilisé ainsi que toute la région par ces années de guerre et ces lignes de fracture multiples. Très près de ces combats, l'Etat d'Israël constitue toujours un point chaud de la région où les espoirs de paix sont fragiles.

3° les conflits actuels : la situation du conflit israélo-palestinien

Après la **guerre du Kippour en 1973** et la paix entre Israël et l'Egypte, les palestiniens se sont retrouvés assez isolés dans leur lutte contre Israël même si la Syrie continue de les soutenir. Une partie d'entre eux, optent pour le terrorisme dans les années 1970 (détournement d'avions, attentat contre la délégation israélienne **aux JO de Munich en 1972,** et opérations menées depuis le Liban par les **Fedayin**). Israël occupe le sud Liban en 1978 (les troupes syriennes y sont présentes depuis 1976) et déclenche l'opération « **paix en Galilée** » et massacrent des centaines de civils dans les **camps de réfugiés de Sabra et Chatila en 1982**. Cela provoque un mouvement de sympathie pour les palestiniens dans l'opinion publique mondiale mais l'occupation par Israël des territoires palestiniens se poursuit. En 1987, la première **intifada** (guerre des pierres) est déclenchée par la jeunesse palestinienne qui lance des pierres contre les soldats de Tsahal lourdement armés. L'impact médiatique est fort et la fin de la guerre froide retire à Yasser Arafat le soutien de l'URSS. Il est alors obligé de modérer ses positions pour convaincre les Etats-Unis de faire avancer la paix. Après la guerre du Golfe, en 1991, une conférence pour la paix réunit pour la première fois à Madrid l'ensemble des acteurs et des pourparlers secrets se poursuivent **à Oslo** en 1993. Ils aboutissent à la signature des **accords de Washington** (voir cours sur les Etats-Unis) en septembre 1993 qui prévoient la création d'une Autorité palestinienne (une matrice d'Etat), présidée par **Yasser Arafat** en Cis-jordanie (voir cartes) et dans la bande de Gaza, évacuée par Israël en 2005 et où des élections portent au pouvoir le **Hamas** (mouvement islamiste palestinien). En 1994 un traité de paix est signé avec la Jordanie mais rapidement les accords d'Oslo vont être mis en danger par les extrémistes religieux. En effet, en janvier 1995, le 1er ministre **Yitzhak Rabin** , premier ministre travailliste (gauche) favorable au processus de paix est assassiné à tel Aviv par un fondamentaliste juif et c'est la droite dure du **Likoud** qui revient au pouvoir. Par ailleurs, le Hamas et d'autres groupes religieux multiplient les attentats suicides et relancent la terreur. En 2000, la visite du premier ministre **Ariel Sharon** sur l'esplanade des mosquées est interprétée comme une volonté impérialiste sur Jérusalem-est , où les colonies juives se multiplient et cela provoque une nouvelle **intifada.**

Le processus de paix est aujourd'hui au point mort, Israel a fait construire **un mur en Cisjordanie**, outil défensif mais aussi d'isolement des palestiniens et d'annexion de terres et de nappes aquifères, et l'espoir d'un Etat palestinien est très fragile. Israel est intervenu au Liban en 2006 et à Gaza en 2009 et durant l'été 2014. Gaza étouffe sous un **blocus** qui réduit la majeure partie des 1.7 millions d'habitants (densité la plus élevée au monde = 4000 habitants au km2) à la misère. Les négociations sont bloquées, les points de rupture portent sur la question du retour des réfugiés, les colonies juives et le statut de Jérusalem. Les Etats Unis d'Obama, alliés traditionnel d'Israel sont en tension avec le gouvernement **de Benyamin Netanyahou** qui critique les discussions avec l'Iran sur la question nucléaire et qui mène une politique agressive à l'égard des palestiniens et des arabes d'Israël. Les élections à venir sont incertaines mais laissent apparaître peu de fenêtres ouvertes sur la paix et sur l'existence d'un Etat Palestinien viable même si 135 pays (sur 192) se sont prononcés pour une reconnaissance symbolique de la Palestine alors que les Etats-Unis refusent toujours.

(voir dossier spécifique sur le conflit sur le blog)